

CYBER-HAINE: "LES DISCOURS sont plus graves qu'auparavant"

 Pour Patrick Charlier, directeur d'Unia, la parole haineuse et discriminatoire se libère sur les réseaux sociaux

Vous allez présenter votre rapport annuel d'ici quelques jours. Quels enseignements tirez-vous de cette année 2015 ?

"Cette année, c'est le phénomène de la cyber-haine qui arrive en tête du nombre de dossiers de signalement de plaintes. Les appels à la violence, à la haine sont plus directs, plus clairs. Les discours sont plus graves et plus problématiques qu'auparavant."

Comment expliquez-vous cette libération de la parole de haine ?

"Par deux facteurs. Primo : les attentats en France. Secundo : le phénomène des migrations. Nous sommes témoins de très nombreux discours de crainte, de peur d'être envahis. Or, on a tous vu que cette crainte n'était pas justifiée."

La peur des citoyens semble pourtant parfois légitime...

"On peut le comprendre. Personne ne peut accepter de se faire tirer dessus à la mitraillette sur la terrasse d'un café ou à un concert. De même, les images des deman-

deurs d'asile qui traversent l'Europe n'ont rien de rassurant... Mais ce n'est pas pour cela qu'on ne doit pas mener un travail de réflexion via des éléments objectifs, chiffrés. La mobilisation citoyenne joue un rôle très important. On l'a vu dans certains villages wallons mais aussi à Molenbeek peu après les attentats de Paris."

Médias, politiques, etc. Quelle part de responsa-

bilité ont-ils dans cette banalisation du discours de haine ?

"Les élites ne doivent pas marcher dans cette espèce d'angoisse ambiante. C'est leur job d'expliquer, d'objectiver. Les hommes politiques et leurs partis devraient être plus assertifs et ne pas suivre les craintes de la population."

Vous parlez de certains membres du gouvernement ?

"Le gouvernement a dû faire face à une situation d'urgence. Il y a peut-être eu un problème

d'anticipation mais on ne peut pas nier qu'un effort a été fait pour éviter qu'il y ait trop de monde dans la rue. Dans le même temps, on entend de la part de Theo Francken des propos extrê-

mement durs, fermes. Il y a un vrai schisme entre ce qu'il fait et ce qu'il dit. Nous regrettons le peu de réactions, de condamnations des partenaires de la majorité. On constate un manque de fermeté dans les réactions du MR ou CD&V. Même le PS s'y met, à l'instar du tweet malheureux de Rudy Demotte au sujet de l'ouverture d'un centre à Tournai."

Les réseaux sociaux ont eux aussi une grosse part de responsabilité...

"Facebook, Twitter, Instagram, etc. Ces réseaux ont des codes de conduite interne. Leur imposer une modération est, pratiquement, impossible. On est donc dans la réactivité la plus rapide possible. Nous avons des contacts privilégiés avec eux, surtout avec Twitter : on peut intervenir très rapidement et ils effacent le message problématique dans la journée. Avec Facebook, c'est plus compliqué. Ils en sont conscients mais pas toujours convaincus. C'est souvent plus efficace de passer par chez nous que de porter plainte. Par contre, ils ne sont pas toujours sensibles aux lois nationales."

Comment les faire réagir ?

"La menace de procédures, de procès et ou de condamnations peut les faire bouger. La solution est d'engager leur responsabilité. Mais il faut accumuler des faits. C'est impossible sur un seul dossier."

Mathieu Ladevèze

Le Centre pour l'égalité des chances devient Unia

OR



Centre interfédéral
pour l'égalité des chances

La nouvelle identité du Centre

Ne dites plus Centre inter-fédéral pour l'égalité des chances, dites désormais Unia. Ce nouveau nom ne signifie rien de particulier sinon qu'il est plus facile à retenir que l'ancien. *"C'est un choix pratique car le nom du centre est très peu connu ou, en tout cas, mal connu"*, commente son directeur, Patrick Charlier.

Trop long, aussi, si l'on en croit l'enquête de notoriété menée par le Centre avant son changement de nom. En clair, les Belges distinguent mal ses missions premières. Près de la moitié des sondés (43 %) pensent même que l'argent consacré au Centre ferait mieux d'être utilisé autrement. Paradoxal quand on sait que six sondés sur dix estiment que la Belgique a besoin d'une telle institution.

"On a cherché un nom simple, facile à retenir dans toutes les langues", poursuit Patrick Charlier. *"Et aussi de la même famille que Myria, le Centre fédéral de migration. En deux mots, Unia signifie que nous sommes unis contre le racisme, l'incitation à la haine, etc. Et, en même temps, que chacun de nous est unique, à l'opposé du phénomène de généralisation et d'amalgames véhiculés par les discours discriminants."*

M. L.